



Systemes informatiques et électroniques de péage

RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL AU 31 MARS 2022

GEA

RAPPORT D'ACTIVITE SEMESTRIEL 2021/2022

Au cours du premier semestre, la production ressort en retrait de près de 6 % à 19,10 M€ contre 20,28 M€ au 31 mars 2021, avec un chiffre d'affaires en France en baisse de 23 % et une hausse à l'exportation de 46 %. L'export a représenté 63 % des facturations contre 47 % l'an dernier.

Le taux de marge brute progresse par rapport au premier semestre 2020/2021 en raison d'une diminution de la production stockée et de la mise en service de plusieurs projets à l'international qui avaient été retardés par la crise sanitaire.

Le résultat d'exploitation bénéficie de l'amélioration de la marge brute et progresse également en raison, notamment, d'une bonne maîtrise des achats externes (moindre recours au personnel extérieur) et sous l'effet de reprises de provisions.

Le résultat financier, constitué pour l'essentiel de la rémunération de la trésorerie de l'entreprise, ressort stable à 0,08 M€.

Le résultat net s'établit à 1,52 M€ contre 0,51 M€ au 31/03/2021. Il vient renforcer une structure financière saine caractérisée par une absence totale d'endettement et par 71,62 M€ de fonds propres (contre 71,44 M€ au 31/03/2021).

La trésorerie nette s'établit pour sa part à 58,11 M€ au 31/03/2022 (contre 62,58 M€ au 31/03/2021 et 54,79 M€ au 30/09/21).

Faits marquants :

L'activité en France s'est poursuivie avec la fourniture d'équipements de péage et de logiciels pour la quasi-totalité des sociétés d'autoroutes dans le cadre notamment de contrats pluriannuels. De nouvelles commandes ont également été enregistrées, en particulier pour la fourniture de badges de télépéage. A cet égard il convient de souligner que GEA, qui réalise l'intégralité de sa production sur son unique site Grenoblois et qui a toujours refusé la délocalisation, a su démontrer qu'elle était la seule entreprise à pouvoir continuer à fournir des badges sans difficulté en dépit de la pénurie actuelle de composants électroniques.

De nouveaux contrats ont été signés pour l'équipement de plusieurs parkings, notamment à Toulouse ainsi que pour le renouvellement de la totalité des équipements de La Défense à Paris.

A l'international GEA a poursuivi avec succès toutes ses réalisations en cours, malgré la persistance des contraintes liées à la crise sanitaire.

La première phase du système de péage des autoroutes du Nord et du Grand Lisbonne de notre client Ascendi a notamment été finalisée avec succès.

GEA a également remporté de nombreux succès commerciaux dans plusieurs pays, y compris concernant la fourniture de badges de télépéage.

Le carnet de commandes fermes, exporté à 62 %, s'élevait au 31 mars 2022 à 33,6 M€ contre 36,4 M€ au 31/03/2021 et 33,4 M€ au 30/09/2021.

L'indépendance financière de GEA permettra à l'entreprise de poursuivre durablement son développement, en particulier à l'international où de nombreuses perspectives commerciales s'offrent à elle et qui, en cas de succès, nécessitera de mobiliser une partie de nos ressources propres.

Principaux risques et incertitudes :

- Arrivée de nouveaux concurrents : à notre connaissance aucun nouveau concurrent n'est intervenu dans les domaines d'activité de GEA au cours du semestre écoulé
- Baisse des prix : GEA évolue sur un marché concurrentiel ce qui peut entraîner une pression sur les prix.
- Par ailleurs la société peut être appelée à faire des efforts commerciaux stratégiques ponctuels, notamment pour pénétrer de nouveaux marchés à l'export.
- Des décalages de livraisons sont possibles dans l'activité de GEA en raison notamment des cadences de mise en service des infrastructures autoroutières et des programmes de déploiement des équipements de péage dont la société n'a pas la maîtrise.
- Crise sanitaire : risque de décalages.
- Les cycles de prise de commandes sont aléatoires et peuvent être à l'origine de fortes variations d'activité pour l'entreprise.
- Contrefaçon : s'il reste marginal compte tenu des évolutions technologiques permanentes et du niveau de services associé à la vente de ce type de produits, ce risque existe néanmoins.
- Risque client : ce risque est relativement faible compte tenu de la qualité des donneurs d'ordre en France (sociétés publiques ou privées concessionnaires d'ouvrages d'art). Il peut en revanche être significatif à l'exportation sur certaines zones géographiques.
- Risque de change : la couverture des risques de change est réalisée, lorsque cela est possible, sous forme de contrats à terme.
- La société utilise également ponctuellement les dispositifs de couverture de la COFACE / BPI.
- Risques juridiques : de par ses activités tant en France qu'à l'étranger, la société peut faire l'objet de divers litiges.
- GEA a souscrit diverses polices d'assurance pour couvrir ses principaux risques (RC, multirisques et pertes d'exploitation, marchandises transportées, flotte automobile et aérienne).
- Risques géopolitiques : la guerre en Ukraine peut impacter l'entreprise (hausse des prix des approvisionnement, variations de parts de marché sur le marché Russe, etc.).

Parties liées :

Aucune transaction entre parties liées n'a influé sur la situation financière ou les résultats de la société.

GEA (Comptes semestriels condensés au 31 mars 2022)

BILAN
(Chiffres exprimés en milliers d'euros)

ACTIF	31/03/2022	30/09/2021
	(6 mois)	(12 mois)
ACTIF IMMOBILISE		
- Immobilisations incorporelles	35	36
- Immobilisations corporelles	1 015	873
- Immobilisations financières	124	389
TOTAL	1 174	1 298
ACTIF CIRCULANT		
- Stocks et en cours	11 953	13 935
- Avances et acomptes versés sur commande d'exploitation		
- Clients et comptes rattachés	15 567	18 719
- Créances diverses	1 672	2 272
- Valeurs mobilières de placement		
- Disponibilités	58 114	54 790
TOTAL	87 307	89 716
- Comptes de régularisation	840	1 125
TOTAL ACTIF	89 321	92 139

PASSIF	31/03/2022	30/09/2021
	(6 mois)	(12 mois)
CAPITAUX PROPRES		
- Capital	2 400	2 400
- Primes	2 927	2 927
- Réserves	64 775	64 845
- Report à nouveau	2	94
- Résultat de l'exercice	1 524	1 206
TOTAL	71 629	71 472
PROVISIONS RISQUES ET CHARGES	1 250	1 187
DETTES		
- Emprunts et dettes financières	4	5
- Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	579	122
- Fournisseurs et comptes rattachés	5 082	9 355
- Dettes fiscales et sociales	3 410	3 255
- Autres dettes d'exploitation et diverses	966	151
TOTAL	10 040	12 888
- Comptes de régularisation	6 402	6 592
TOTAL PASSIF	89 321	92 139

GEA (Comptes semestriels condensés au 31 mars 2022)

COMPTE DE RESULTAT
(Chiffres exprimés en milliers d'euros)

31/03/2022

30/09/2021

	31/03/2022	31/03/2021	30/09/2021
	(6 mois)	(6 mois)	(12 mois)
Chiffre d'affaires net	20 870	18 926	33 148
+ Production stockée	- 1 767	1 357	2 359
+ Autres produits d'exploitation	430	27	216
TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION	19 533	20 310	35 724
- Achats	8 107	10 780	16 271
- Variation de stocks	234	- 1 075	- 204
- Autres achats externes	2 294	2 633	4 731
TOTAL DES CONSOMMATIONS EXTERNES	10 636	12 339	20 799
- Impôts et taxes	265	270	589
- Charges de personnel	6 290	6 370	12 135
- Dotations aux amortissements et provisions	243	348	435
- Autres charges d'exploitation	112	122	203
CHARGES D'EXPLOITATION	17 545	19 450	34 161
RESULTAT D'EXPLOITATION	1 988	860	1 563
+ Produits financiers	90	96	177
- Charges financières	14	12	26
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS	2 064	944	1 714
+ Produits et charges exceptionnels nets	- 101	- 70	54
- Participation des salariés			
- Impôt sur les bénéfices	438	362	562
RESULTAT NET	1 524	512	1 206

GEA (Comptes semestriels condensés au 31 mars 2022)

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE (Chiffres exprimés en milliers d'euros)

En milliers d'Euros	31/03/2022	30/09/2021
<i>OPERATIONS D'EXPLOITATION</i>		
Résultat net	1 524	1 206
Annulation des amortissements et provisions	-25	419
Plus ou moins value sur cession d'immobilisations	-7	-36
CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT	1 492	1 590
Variation des créances	3 704	-4 022
Variation des stocks	2 001	-2 563
Variation des dettes	-3 563	459
VARIATION DU BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT	2 142	-6 125
VARIATION NETTE DE LA TRESORERIE D'EXPLOITATION	3 634	-4 536
<i>OPERATIONS D'INVESTISSEMENT</i>		
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	-305	-357
Cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles	7	36
Investissement net d'exploitation	-299	-321
Investissements financiers nets	-11	-5 074
VARIATION NETTE DE LA TRESORERIE D'INVESTISSEMENT	-310	-5 395
<i>OPERATIONS DE FINANCEMENT</i>		
Augmentation de Capital	6	130
Diminution de Capital	-6	-130
Dividendes payés		-1 538
Emission d'emprunts et dettes financières		
Souscription d'emprunts et dettes financières		
Variation des comptes courants groupe et associés		
VARIATION NETTE DE LA TRESORERIE DE FINANCEMENT	0	-1 538
VARIATION NETTE DE LA TRESORERIE TOTALE	3 325	-11 469
Trésorerie à l'ouverture	54 790	66 255
Trésorerie à la clôture	58 114	54 790

GEA (Comptes semestriels condensés au 31 mars 2022)

TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES
(Chiffres exprimés en euros)

	Capital	Primes	Réserve légale	Autres réserves	Report à nouveau	Distribution de dividendes	Résultat	Total capitaux propres
Situation au 30/09/2021	2 400 000	2 927 021	240 000	64 605 489	93 607		1 206 079	71 472 196
Affectation du résultat				203 341	93 607	771 567	- 1 206 079	- 324 779
Annulation actions propres				- 273 682	2 471			- 271 211
<i>Distribution de dividendes</i>								-
Résultat au 31/03/2022							1 524 202	1 524 202
Situation au 31/03/2022	2 400 000	2 927 021	240 000	64 535 148	2 471		1 524 202	71 628 842

SOCIÉTÉ GEA

ANNEXE AUX COMPTES SEMESTRIELS CONDENSES AU
--

31/03/2022

Note n°1 : Faits caractéristiques de l'exercice

Aux conséquences de l'épidémie de COVID 19 qui continuent de peser sur le déploiement de nos systèmes à travers le monde, sur nos activités commerciales et sur les délais des projets de nos clients se sont ajoutées depuis février les conséquences de la crise en Ukraine.

Cette récente crise géo politique a eut des impacts limités au cours du premier semestre mais pèsera évidemment davantage sur le second semestre, notamment en termes d'accroissement des coûts de production.

Les moyens financiers dont dispose l'entreprise (trésorerie nette de plus de 58 M€ sans aucun endettement) lui permettront sans difficulté de mener à bien ses investissements et de financer ses besoins d'exploitation.

Note n°2 : Règles et méthodes comptables

Les comptes annuels de l'exercice sont établis selon les dispositions du code du commerce, du Plan Comptable Général et les règles énoncées par le règlement ANC n°2014-03 du 5 juin 2014, modifié par les règlements de l'ANC n°2015-06 et ANC n°2016-07 ainsi que les pratiques comptables généralement admises en France.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

a) Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont constituées de logiciels amortis selon la méthode linéaire sur 12 mois.

Les dépenses de recherche et développement ne sont pas immobilisées et figurent dans les charges d'exploitation.

b) Immobilisations corporelles

Elles sont valorisées à leur coût historique d'acquisition.

Les amortissements sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction des durées probables d'utilisations suivantes :

- matériels et outillages	3 à 10 ans
- agencements des constructions	5 à 15 ans
- matériels de transport	5 à 15 ans
- mobilier et matériels de bureau	1 à 10 ans

c) Immobilisations financières

Les valeurs brutes correspondent à la valeur d'entrée dans le patrimoine social. Elles sont éventuellement corrigées d'une provision pour dépréciation destinée à les ramener à leur valeur d'usage.

Sont classées en immobilisations financières les actions propres détenues pour la régularisation des cours ainsi que celles acquises dans le programme de rachat d'actions décidé par autorisation de l'Assemblée Générale du 30 mars 2020.

La valeur d'inventaire des titres détenus en vue de la régularisation des cours est déterminée en fonction de leur cours moyen observé au cours du mois précédent la clôture de l'exercice.

d) Créances et dettes

Les créances et les dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale. Les créances sont, le cas échéant, dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles sont susceptibles de donner lieu.

e) Stocks et en-cours

Les matières premières et les approvisionnements sont valorisés au coût moyen unitaire pondéré (CMUP).

Les travaux en cours sont comptabilisés pour leur coût de production évalué au plus bas du coût de revient ou de la valeur réalisable. Il comprend le coût des matières premières et de la main d'œuvre ainsi que les frais généraux rattachés à la production à l'exclusion des frais financiers.

f) Valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement sont représentées par des SICAV de trésorerie ou des titres de sociétés cotées. Les parts de SICAV sont évaluées au prix d'achat suivant la méthode FIFO (premier entré/premier sorti). Les pertes latentes, calculées par comparaison entre la valeur comptable et la valeur probable de négociation font l'objet d'une provision pour dépréciation le cas échéant.

La valeur d'inventaire des titres de sociétés cotées est déterminée en fonction de leur cours moyen observé au cours du mois précédent la clôture de l'exercice.

g) Opérations en devises

Les dettes et créances libellées en devises figurent au bilan pour leur contre-valeur au cours de fin d'exercice. La différence résultant de la conversion des dettes et créances en devises à ce dernier cours est portée au bilan en écart de conversion.

Les pertes latentes font l'objet d'une provision pour risque.

Les créances en devises faisant l'objet d'une couverture à terme figurent au bilan pour leur contre-valeur au cours de couverture.

h) Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires est constitué des montants facturables aux clients en fonction des dispositions contractuelles.

Les produits constatés d'avance correspondent aux produits facturés selon ces dispositions contractuelles pour leur quote-part supérieure au degré de réalisation effectif des travaux.

i) Modalité d'application de la méthode à l'achèvement

La marge est reconnue lors de la terminaison de chaque affaire.

Le chiffres d'affaires suivant le régime des jalons il y a neutralisation de la marge via les produits constatés d'avance et les travaux en cours.

j) Engagements de retraite

Les engagements de retraite sont comptabilisés sur la base des indemnités de départ en retraite prévues par la convention collective, charges sociales incluses.

La provision correspond aux indemnités actualisées qui seraient allouées au personnel à l'âge de 65 ans compte tenu du taux de rotation et de l'espérance de vie évaluée pour chaque salarié.

Les engagements ont été calculés avec la table INSEE 2021.

Compléments d'informations relatifs au bilan et au compte de résultat.**(Données en euros)****Note n° 3 : Immobilisations incorporelles**

	Montant au 30/09/21	Augmentations	Diminutions	Montant au 31/03/22
Valeur brute	761 940	17 565		779 505
Amortissements	725 834	18 604		744 438
Valeur nette	36 106			35 067

Ce poste est constitué des logiciels acquis par l'entreprise.

Note n° 4 : Immobilisations corporelles

	Valeur brute en début d'exercice	Acquisitions	Sorties	Virement de poste à poste	Valeur brute en fin d'exercice
Installations techniques, matériels et outillages	1 428 429	247 123	160 593		1 514 959
Agencements divers	1 893 458				1 893 458
Matériels de transport	1 970 381	34 169	27 591		1 976 959
Autres immobilisations corporelles	921 234	6 410			927 644
TOTAL	6 213 502	287 702	188 184		6 313 020

	Amortissement En début d'exercice	Dotations	Diminutions	Amortissement En fin d'exercice
Installations techniques matériels et outillages	1 256 978	48 001	160 593	1 144 386
Agencements divers	1 686 308	27 889		1 714 197
Matériels de transport	1 572 121	42 647	27 591	1 587 177
Autres immobilisations corporelles	824 938	26 873		851 811
TOTAL	5 340 345	145 410	188 184	5 297 571

Note n° 5 : Immobilisations financières

Ce poste se décompose ainsi :

	Valeur brute 30/09/2021	Acquisitions	Cessions	Autres	Valeur brute 31/03/2022
Titres immobilisés	4 000	-	-	-	4 000
Actions propres (1)	67 885	135 254	124 463	0	78 676
Actions propres en vue d'être annulées (2)	273 682			-273 682	0
Autres immobilisations financières :					
Dépôts et cautionnements	40 900				40 900
Prêt au personnel	0				0
Autres prêts	2 760			-2 760	0

(1) Détail des variations sur les titres GEA auto-détenus dans le cadre du contrat de liquidité.

Nombre de titres au 30/09/2021	Acquisitions	Cessions	Nombre de titres au 31/03/2022
662	1 389	1 221	830

(2) Actions auto-détenues annulées sur la période

Nombre de titres au 30/09/2021	Acquisitions	Cessions	Annulations	Nombre de titres au 31/03/2022
2 700	0	0	2 700	0

Note n° 6 : Entreprises liées

Aucune donnée significative ne concerne les entreprises liées.

Note n° 7 : Stock et en-cours

Ce poste a évolué comme suit :

	30/09/2021	31/03/2022
Matières premières, approvisionnements	4 572 541	4 277 038
Provision pour dépréciation matières premières	(134 376)	(115 529)
Travaux en cours	9 496 975	7 791 344
Provision pour dépréciation travaux en cours		
	<hr/> 13 935 140	<hr/> 11 952 853

Note n° 8 : CréancesCréances clients et comptes rattachés

Ce poste comprend les factures à établir pour un montant de 3 808 129 Euros.

La ventilation de ce poste est la suivante :

Données en euros	30/09/2021	31/03/2022
Factures à établir France (TTC)	3 137 939	635 023
Factures à établir Export	8 903 363	3 173 106
Total	12 041 302	3 808 129

Le chiffre d'affaires export est facturé lorsque les travaux réalisés sont acceptés et après que le client ait donné son accord pour le paiement.

Variation des provisions sur créances clients

Provisions au 30/09/2021	Dotations	Reprises	Provisions au 31/03/2022
313 636		233 464	80 172

Autres créances

Elles se décomposent (en valeur brute) comme suit :

	30/09/2021	31/03/2022
Fournisseurs	50 446	40 967
Personnel et charges sociales	7 975	9 275
Etat	2 125 859	1 610 601
Autres	106 349	29 984
	2 290 629	1 690 827

Variation des provisions sur autres créances

Provisions au 30/09/2021	Dotations	Reprises	Provisions au 31/03/2022
18 516	0	0	18 516

État des échéances des créances

	Montant Brut	- 1 an	1 à 5 ans	+ 5 ans
Actif immobilisé	40 900			40 900
Clients et rattachés	15 647 629	15 565 947		81 682
Fournisseurs débiteurs	40 967	40 967		
Personnel et comptes rattachés	9 275	9 275		
État et autres collectivités	1 610 601	1 610 601		
Débiteurs divers	29 984	29 984		
Charges constatées d'avance	840 382	840 382		
Total	18 219 738	18 098 666	0	121 072

Note n° 9 : Disponibilités et valeurs mobilières de placement

Le poste des disponibilités comprend des comptes à terme pour 42 005 890 euros et des comptes en devises pour 2 269 515 euros. Le solde correspond à des liquidités.

Note n° 10 : Capital social

Le capital social est de 2 400 000 euros.

	<i>Nombre d'actions</i>	<i>Nominal</i>
Actions composant le capital au début de l'exercice	1 102 238	2,1773 euros
Actions composant le capital en fin d'exercice	1 099 538	2,1827 euros

Les actions nominatives détenues depuis plus de quatre ans bénéficient d'un droit de vote double.

Variation des capitaux propres

	Capital	Primes	Réserve légale	Autres réserves	Report à nouveau	Distribution de dividendes	Résultat	Total capitaux propres
Situation au 30/09/2021	2 400 000	2 927 021	240 000	64 605 489	93 607		1 206 079	71 472 196
Affectation du résultat				528 120 -324 779 (ES)	-93 607	771 567	-1 206 079	-324 779 (ES)
Annulation actions propres				-273 682	2 471			-271 211
Distribution de dividendes								
Résultat au 31/03/2022							1 524 202	1 524 202
Situation au 31/03/2022	2 400 000	2 927 021	240 000	64 535 148	2 471		1 524 202	71 628 842

Note n° 11 : Provisions pour risques et charges

Les provisions pour risques charges s'élèvent à 1 250 280 € et se décomposent ainsi :

	30/09/21	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	31/03/2022
Provision pour garantie clients (1)	304 940	17 586			322 526
Provision pour indemnité de départ à la retraite (2)	785 711	45 378			831 089
Autres provisions pour risque	96 665				96 665
	1 187 316	62 964			1 250 280

(1) La provision pour garantie clients correspond à la couverture de la garantie contractuelle sur les chantiers France, Union Européenne et Export. Elle repose sur une estimation raisonnable des travaux à réaliser pour la période 2022/2023.

(2) La provision pour indemnités de départ à la retraite (charges sociales incluses) au 31 mars 2022 a fait l'objet d'une nouvelle estimation par rapport au montant du passif social calculé au 30/09/2021 afin de prendre en compte les montants versés aux salariés partis à la retraite au cours du premier semestre. Elle s'élève ainsi à 831 089 € au 31/03/22 compte tenu de la valeur de l'actif cantonné actualisé. Les principales hypothèses retenues sont les suivantes :

- Taux de revalorisation des salaires : 1,00 %
- Taux d'actualisation : 1,77 %
- Taux de charges sociales : cadres 46,08 % non cadres 34,19 %

La société GEA a réalisé un versement d'un montant de 1 434 184 € auprès d'un organisme externe pour la gestion de ses indemnités de départ à la retraite le 30 septembre 2013.

Au 31 mars 2022 la valorisation de l'actif cantonné s'élevait à 1 317 402 € après actualisation.

Note n° 12 : État des échéances des dettes

	Montant Brut	- 1 an	1 à 5 ans	+ 5 ans
Emprunts et dettes auprès des établissements :				
- à plus de 1 an à l'origine				
- à moins de 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières diverses	3 910	3 910		
Avances et acomptes reçus	578 554	578 554		
Fournisseurs	5 081 516	5 081 516		
Dettes fiscales et sociales	3 410 017	3 410 017		
Autres dettes	195 148	195 148		
Groupe et associés	770 685	770 685		
Produits constatés d'avance (1)	6 274 167	6 274 167		
Total	16 313 997	16 313 997	0	0

(1) Facturation d'avance sur travaux en cours.

Note n° 13 : Charges à payer

Emprunts et dettes auprès des étab. de crédit	3 878
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	801 692
Dettes fiscales et sociales	2 392 118
Autres dettes	102 853
Total	3 300 541

Note n° 14 : Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires se décompose ainsi

a. Répartition par zone géographique :

	<i>France</i>	<i>Export</i>	<i>Total</i>
Ventes de produits fabriqués	7 066	11 210	18 276
Prestations de services et divers	618	1 976	2 594
	-----	-----	-----
	7 684	(1) 13 186	20 870

(1) Répartition du chiffre d'affaires Export par zone géographique (données en K€) :

Union Européenne	Reste du monde	Total
5 850	7 336	13 186

b. Répartition par activité (données en K€) :

Péage et parking	Maintenance	Divers (Prest. services)	Total
18 276	2 553	41	20 870

Note n° 15 : Résultat exceptionnel

Libellé	Montant
Produits d'exploitations s/exercices antérieurs	937
Produits s/cessions d'éléments d'actif	6 500
Bonis sur rachat d'actions propres	389
Autres produits exceptionnels	710
Pénalités et amendes	-102
Charges d'exploitations s/exercices antérieurs	-59 932
Malis sur rachat d'actions propres	-4 442
Dotations/Provision risques et charges exceptionnels	-45 378
Résultat exceptionnel	-101 318

Note 16 : Tableaux des flux de trésorerie

La trésorerie est définie par la société comme la somme :

- des valeurs à l'encaissement,
- des dépôts à vue ou des comptes à terme dans les banques,
- des comptes de caisses,
- des valeurs mobilières de placement à court terme, nettes de provisions pour dépréciation le cas échéant.

Les valeurs mobilières de placement à court terme sont des titres financiers (essentiellement des OPCVM monétaires) correspondant aux excédents de trésorerie placés.

Le tableau des flux de trésorerie est présenté selon la méthode indirecte suivant laquelle le résultat net est ajusté des effets des transactions sans effets de trésorerie, de tout décalage ou régularisation d'entrées ou de sorties de trésorerie passées ou futures liées à l'exploitation et des éléments de produits ou de charges liés aux flux de trésorerie concernant les investissements ou le financement.

Note n°17 : Evènement post clôture

La crise en Ukraine a eu des impacts limités au cours du premier semestre mais pèsera évidemment davantage sur le second semestre, notamment en termes d'accroissement des coûts de production.

Rapport du Commissaire aux Comptes sur l'information financière semestrielle

GEA

Société anonyme à Directoire et Conseil de Surveillance
au capital de 2 400 000 €
ZIRST
12 Chemin Malacher
38240 Meylan

Grant Thornton

SAS d'Expertise Comptable et
de Commissariat aux Comptes
au capital de 2 297 184 €
inscrite au tableau de l'Ordre de la région
Paris - Ile de France et membre de la
Compagnie régionale de Versailles et du
Centre
RCS Nanterre B 632 013 843
44, quai Charles de Gaulle
CS 60095
69463 Lyon cedex 06

Période du 1^{er} octobre 2021 au 31 mars 2022

Rapport du Commissaire aux Comptes sur l'information financière semestrielle

Société GEA – Grenobloise d'Electronique et
d'Automatismes

Période du 1^{er} octobre 2021 au 31 mars 2022

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels condensés de la société GEA, relatifs à la période du 1^{er} octobre 2021 au 31 mars 2022, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

La crise mondiale liée à la pandémie de Covid-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'examen limité des comptes semestriels consolidés condensés. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre de nos travaux.

Ces comptes semestriels condensés ont été établis sous la responsabilité du Directoire. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

1 Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France.

Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France.

En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels condensés avec les règles et principes comptables français.

2 Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité établi commentant les comptes semestriels condensés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels condensés.

Lyon, le 30 juin 2022

Le Commissaire aux Comptes
Grant Thornton
Membre français de Grant Thornton International

Françoise Méchin
Associée

Katia Flèche
Associée

GEA

ATTESTATION DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL AU 31 MARS 2022

Nous soussignés, attestons qu'à notre connaissance les comptes pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société, et que le rapport semestriel d'activité ci-joint présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Meylan, le 27 juin 2022

Serge Alexis Zaslavoglou
Président du Directoire

Grigori Zaslavoglou
Directeur Général